



Contact : Confédération CGT

263 Rue de Paris  
 93516 MONTREUIL Cedex  
 T +33 1 01 55 82 80 00  
 Site Internet : [www.cgt.fr](http://www.cgt.fr)

## Engager et réussir un programme de réacteur nucléaire

Les besoins en électricité ont été dramatiquement sous-estimés ces dernières décennies, ce qui a conduit aux fermetures successives de moyens de productions pilotables, thermiques et nucléaires, au risque de faire cruellement défaut cet hiver et les prochains. Le gouvernement en préconisant des mesures drastiques dites « d'économie d'énergie » ont pénalisé l'activité économique, les collectivités les usagers. Nombre d'industriels annoncent réduire voire arrêter leur production. L'impact économique de cette pénurie est sans commune mesure avec celui d'un dimensionnement suffisant des capacités de production pilotables.

Pour la CGT, il est indispensable de garantir la souveraineté énergétique du pays, avec comme point d'appui un mix électrique garantissant l'accès de tous sur l'ensemble du territoire et répondre aux besoins futurs. S'adapter à la pénurie par des mesures de « sobriété » conduira à la récession économique. Maintenir la capacité actuelle dans un premier temps et l'accroître ultérieurement nécessite donc de prolonger la durée de vie de toutes les centrales existantes qui doit s'accompagner d'un effort d'entretien et de maintenance, et de planifier un rythme de mise en service de nouveaux réacteurs. Les énergies renouvelables par nature intermittentes et le thermique décarboné sont nécessaires pour rendre efficace le système électrique.

Faire des choix responsables suppose ne plus repousser ces décisions car la relocalisation des industries manufacturières est essentielle pour réduire l'empreinte carbone. La nécessaire transition énergétique s'effectuera dans un contexte incertain pour l'accès aux matières premières ou plus rares, dans un souci de réduction de l'empreinte au sol. Ces éléments confirment l'intérêt de l'option nucléaire civile, mise à mal par plus de 20 années de moratoire.

Engager et réussir un programme de réacteurs nucléaires de type EPR2 redonnera vie, sur la durée, à l'ensemble du tissu industriel correspondant et inscrira le pays dans une relance de long terme, assis sur la projection des besoins, sociaux et environnementaux.



Avec des stops and go dans le plan de charge de la filière électronucléaire, l'accumulation des difficultés est bien visible, tant sur le parc en production, qui atteint son seuil le plus bas de productible depuis ces 30 dernières années, que sur les retards accumulés sur le chantier de Flamanville.

La perte de compétences de la filière industrielle Les effets de la dégradation des compétences qui recouvrent les problèmes du déclin du tissu industriel national, et a été clairement mise en évidence par les défauts de fabrication et les retards accumulés sur le chantier de Flamanville. Mais elle a des raisons : l'abandon de la logique de progression du parc nucléaire par paliers ; les restructurations d'EDF convertie en société anonyme avec actionnariat privé et le dégraissage de son personnel d'intervention, la filiation de l'ingénierie. Ce qui est en jeu, c'est la relance d'une filière industrielle, c'est amener des industriels à s'aventurer sur des terrains qu'ils ne maîtrisent pas, ou pas complètement, ce qui a un coût, pour les industriels eux-mêmes, qu'ils espèrent couvrir par des réalisations ultérieures, et pour le maître d'ouvrage, qu'il espère couvrir par le succès global de sa réalisation. Pour l'EPR de Flamanville, la question n'a malheureusement jamais été posée en ces termes.

**La relance de la filière passe par des commandes fermes, indispensables pour donner une visibilité de moyen terme et permettre les investissements et recrutements nécessaires dans l'ingénierie et l'industrie.**

#### **Les conditions d'une filière cohérente et durable :**

Le lancement d'un programme et le prolongement du parc existant sont corrélés à la chaîne amont et aval du combustible. En conséquence les sous investissements chroniques dans certaines installations du combustible doivent cesser, afin de se projeter dans une PPE structurante sur plusieurs décennies. La stratégie française qui vise à mieux fermer le cycle doit être affirmée, comme élément d'un nucléaire durable. La recherche et le développement sur la filière de 4ème génération à neutrons rapides doivent être maintenus pour rendre le nucléaire durable et pour maintenir la place de la France dans le concert international des nations maîtrisant le nucléaire

**Six nouveaux réacteurs inspirés du prototype franco-allemand de Flamanville avec des simplifications, représentent un socle strictement minimal pour bénéficier d'un effet « palier » (standardisation, mutualisation, développement des capacités industrielles, lissage des carnets de commande) dans le programme de construction, qui permet de réduire ses coûts.**

Le cadre contractuel doit évoluer pour tendre vers une relation véritablement partenariale, établie sur de nouvelles bases sociales et industrielles : contractualisation directe auprès de PME, interdiction du dumping social et développement du dialogue industriel pour s'affranchir des seules relations contractuelles et juridiques, mettant en avant la reconduction des contrats d'une paire vers l'autre, avec l'exigence de rémunérations justes, de garanties collectives et de conditions de travail correctes. Ce seraient aussi des gages d'économie de long terme et d'intégration de grands chantiers dans le tissu local.

La CGT appelle à un renouveau du partenariat industriel, qui a concouru à la réussite de la construction du parc actuel en tissant des relations étroites, EDF et « constructeurs », à l'appui d'un dialogue continu parfois contradictoire entre les travailleurs à tous les niveaux. Une bonne articulation procédures réglementaires, activité de l'ingénierie, démarrage du chantier est particulièrement importante.

Au fil des chantiers, la CGT veillera à ce que des domaines encore trop laissés dans l'ombre, comme le génie civil, mais décisifs quant au respect des délais et des coûts, soient exemplaires contrairement au déroulement de l'EPR de Flamanville, et en capacité d'en assurer plusieurs simultanément.

Les accidents du travail nécessitent une mobilisation de tous, et le chantier de génie civil, par son ampleur et sa spécificité, donne le LA pour tout le démarrage

La CGT exige l'obtention de labellisation Grand chantier comme élément incontournable pour disposer de repère syndical in situ pour faire face à des situations d'urgence et renforcer le contrôle social, ce qui ne dédouane pas le maître d'ouvrage EDF d'intervenir à chacun des interfaces, par des mesures coercitives si nécessaire chez les sous-traitants.

Les donneurs d'ordres, les entreprises (publiques, privées, collectivités locales) faisant appel à des prestataires, à des sous-traitants, doivent être tenus pour responsables socialement et juridiquement des obligations que génère ce rapport en matière de conditions de travail et de sécurité, d'emploi, de formation, d'organisation du temps de travail

L'adéquation entre les ressources salariées et la charge de travail est considérable. Les compétences de demain dépendent de l'attractivité des métiers, donc de la capacité à fidéliser le personnel. L'augmentation des salaires, l'amélioration du socle des garanties collectives et de la protection sociale sont des urgences afin de sortir de la crise post Covid que nous traversons.

Pour la CGT la fidélisation du personnel est indissociable de conditions de vie et salariale de qualité, et nécessite des infrastructures correctement dimensionnées, des logements décentes, des transports collectifs adaptés, des services publics de proximité.

La CGT réclame l'ouverture d'écoles de métiers, qui ont joué un rôle considérable dans le succès du programme électro nucléaire français, grâce à une montée constante en compétences et en savoir faire des bâtisseurs du parc actuel. Dans une société qui s'inquiète de voir son ascenseur social bloqué, un service public de l'énergie, prenant en charge la formation initiale et permanente, est indiscutablement un atout.

## Conclusion

L'exploitation du parc actuel par l'opérateur public EDF a prouvé l'efficacité d'un système énergétique fondé sur le nucléaire. Il pourra continuer à fonctionner à deux conditions majeures.

- la première que revendique la CGT, à savoir la fin de la libéralisation du secteur de l'énergie engagée depuis 20 ans dont on voit les effets sur la flambée des prix malgré l'introduction de la soi-disant concurrence voulue par la commission européenne. Pour financer ce programme, EDF doit conserver son modèle d'entreprise intégrée, avec la propriété et les responsabilités que cela lui confère depuis la construction jusqu'à l'exploitation et la maintenance des centrales.

C'est une raison supplémentaire pour une nationalisation nouvelle d'EDF sans rentrer dans un projet de découpe tel que le projet Hercule. De plus l'ensemble du secteur doit être placé sous maîtrise publique en redonnant aux citoyens son contrôle

- La seconde condition est sociale. Les salariés doivent être enfin écoutés, leur expertise est essentielle pour prendre en compte le travail réel, ce qui aurait permis d'éviter bien de déboires sur l'EPR de Flamanville. La CGT exige la conquête de nouveaux droits d'interventions pour les salariés, et d'expression pour leurs représentants qui est le premier gage d'acceptabilité sociale pour les populations.

**Pour répondre aux besoins et relever le défi de l'électrification, la France doit enfin consolider ses capacités de production d'énergie pilotable et doit revenir en EPIC sur la filière électrique.**

